



Balkanologie

Revue d'études pluridisciplinaires

Vol. V, n° 1-2 | 2001

Volume V Numéro 1-2

De l'historicité à l'ethnicité : Les Egéens ou ces autres Macédoniens

Miladina Monova



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/713>

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2001

ISSN : 1279-7952

Référence électronique

Miladina Monova, « De l'historicité à l'ethnicité : Les Egéens ou ces autres Macédoniens », *Balkanologie* [En ligne], Vol. V, n° 1-2 | décembre 2001, mis en ligne le 02 juin 2008, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/713>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Tous droits réservés

De l'historicité à l'ethnicité : Les Egéens ou ces autres Macédoniens

Miladina Monova

- 1 Lorsque l'ethnicité se place au fondement de l'organisation sociale et politique de la société, elle développe également une capacité créatrice : celle de produire de nouvelles identités collectives "à part", alors même que ces dernières se reconnaissent comme appartenant à la même nation. Tel est le cas de la catégorie "Egéens", identifiant la population slavomacédonienne ayant fui entre 1946-1948 la Guerre civile en Grèce.
- 2 Avec leur installation en République yougoslave de Macédoine, les réfugiés sont engagés dans deux logiques d'identification différentes. L'une, institutionnelle, qui repose sur la volonté politique d'intégration de l'Etat fédéral qui les accueille en tant que Macédoniens ethniques, reconnus sous le nom de « Macédoniens de la partie égéenne de la Macédoine »¹. L'autre, que l'on observe dans les rapports au quotidien, se décline sur le mode de la différence pour produire de l'exclusion. De la rencontre de ces deux usages *a priori* contradictoires de l'ethnicité naît l'attribution catégorielle ou *ascription*² "Egéen" (*Egejci*). Nom d'usage entre Macédoniens d'origine locale, à connotation péjorative, il implique pour les Macédoniens d'origine égéenne une dénégation de leur appartenance à la nation macédonienne.
- 3 Dans cet article, nous allons tenter d'analyser le parcours social et politique des Macédoniens égéens à partir de leur établissement en République yougoslave de Macédoine. Un exemple d'enquête menée dans la ville de Prilep viendra illustrer le processus de transformation du lien social entre Macédoniens "locaux"³ et Macédoniens égéens, qui va de l'exclusion à l'acceptation par et dans le groupe dominant, notamment pour les individus de la seconde génération.

Une question de départ

- 4 Le nom de *Egejci* en tant qu'identité attribuée par la société d'accueil ne désigne pas seulement le lieu d'origine du groupe de réfugiés, la Macédoine d'Egée. Il est avant tout marqueur d'un événement fondateur : l'exode de la population slavomacédonienne,

provoqué par la Guerre civile grecque. Pourtant, nombreux sont les Locaux âgés de plus de 50 ans dont un grand-père ou une grand-mère sont originaires de la Macédoine d'Egée et se sont établis en Macédoine du Vardar lors des guerres balkaniques. Mais dans le langage courant, appeler *Egejec* un aïeul originaire par exemple de Kukuš (*Kilkis*), et arrivé en 1915, semble maladroit et l'informateur se fait corriger par l'auditoire : « Il était de la Macédoine d'Egée mais il n'était pas *Egejec*. Les *Egejci*, ce sont les gens venus avec la Guerre civile ».

- 5 De telles observations conduisent l'observateur à s'interroger sur le contenu historique et politique du nom *Egejci*, alors même que ce groupe fait partie d'un ensemble dont les membres se considèrent comme Macédoniens ethniques.

L'événement fondateur : la Guerre civile en Grèce

- 6 C'est dans la région de la Macédoine égéenne du nord, à forte présence slave, que la Guerre civile sévit le plus. Les combats opposent l'Armée Démocratique Grecque (ADG), sous le contrôle du Parti Communiste Grec (PCG), et l'armée gouvernementale défendant le régime de la droite monarchiste instauré à Athènes et soutenu par les alliés occidentaux. Le régime en place puise sa légitimité anticommuniste dans les accords de Yalta, qui placent la Grèce dans le camp occidental.
- 7 Dès l'année 1947-1948, les effectifs des forces communistes diminuent progressivement et le combat se transforme en guérilla. Les forces gouvernementales secondées par les alliés britanniques et américains sont plus puissantes et Staline ne soutient pas l'initiative solitaire du PCG. Ce dernier s'appuie essentiellement sur le soutien politique et logistique yougoslave⁴.
- 8 La guérilla se maintient surtout dans les parties montagneuses de la Macédoine grecque, proches des frontières yougoslave et albanaise. Dans ces régions, les partisans déclarent "zone libre" des groupements de villages situés entre le lac de Prespa et le nord des villes de Florina (*Lerin*), Kastorja (*Kostur*) de Edessa (*Voden*). Ici se trouve la plus largement représentée la minorité slave qui avait fait l'objet d'un échange de populations entre la Bulgarie et la Grèce au lendemain de la Première Guerre mondiale⁵. Lors de la Guerre civile, celle-ci est reconnue au sein du PCG comme "slavomacédonienne" et elle est représentée par une institution politique et militaire, le NOF (Front de Libération Nationale). En Macédoine d'Egée, les forces communistes s'appuient essentiellement sur les combattants du NOF⁶. Du point de vue de l'historiographie macédonienne, la minorité macédonienne en Grèce rejoint le combat du PCG au nom des libertés qui lui seront accordées à la suite de la libération du "monarcho-fascisme"⁷. Tout au long de son existence et malgré la méfiance des dirigeants communistes grecs, le mouvement slavomacédonien s'inspire du projet macédonien yougoslave et parmi les dirigeants du NOF, nombreux sont ceux qui souhaitent une unification de la Macédoine grecque avec la Macédoine yougoslave⁸. Le dirigeant yougoslave Tito, jusqu'à la rupture avec Staline, ne cache pas lui-même ses aspirations territoriales en Macédoine grecque. Le PCG n'a pas l'autorité suffisante pour imposer sa propre solution à la question macédonienne, étant, de surcroît entièrement dépendant de l'aide yougoslave.
- 9 Pour toutes ces raisons, comme le remarque l'historien Andrew Rossos, les partisans communistes grecs et les partisans du NOF étaient des "alliés incompatibles"⁹. Fondamentalement, leurs objectifs divergent dès le début. Pour le PCG, il s'agit d'un combat idéologique contre le pouvoir répressif de la droite monarchiste qu'il vise à

renverser. Pour le NOF, il s'agit essentiellement d'un combat national qui ne cherche pas à dissimuler son intention de rattacher un jour la Macédoine grecque à la Macédoine yougoslave.

- 10 Après la défaite en août 1949, le PCG doit déposer les armes et justifier sa ligne idéologique "slavo-communiste". Une large partie de la société grecque lui reproche d'avoir trahi la cause nationale grecque en reconnaissant une minorité slave. Les partis de droite réclament la vengeance. Comme le remarque A. Karakasidou, être à la fois "communiste" et "slave de Macédoine" signifie aux yeux des autres Grecs être "sécessionniste"¹⁰. Les combattants du NOF et leurs familles, menacées de représailles, n'ont pas d'autre choix que de passer la frontière¹¹.
- 11 Comme le souligne l'anthropologue L. Danforth, pour cette partie de la population slave en Grèce qui se battait du côté des communistes, la période de la Guerre civile est une période "cruciale"¹² pour le développement de leur identité nationale macédonienne. Pour beaucoup de familles séparées de part et d'autre de la frontière, le clivage politique est devenu aussi national. Les "communistes" fuient la défaite en Yougoslavie et rejoignent ainsi le projet national macédonien. Quant aux soldats slavomacédoniens qui combattaient du côté de l'armée gouvernementale, ils se sont généralement reconnus dans l'appartenance nationale grecque.
- 12 Jusqu'en 1954, la Macédoine yougoslave accueille avec "enthousiasme"¹³ les réfugiés et sa priorité est de les établir dans des logements neufs. D'après les rapports des diplomates français, cet enthousiasme des autorités politiques de Skopje retombe brusquement à partir de cette date. En outre, les queues devant le Consulat grec témoignent de la volonté de retour des "Slaves macédoniens"¹⁴. Les amnisties promulguées par les différents gouvernements grecs ont ramené les combattants communistes "grecs ethniques" mais elles n'ont jamais été appliquées pour ceux qui se déclarent comme "Macédoniens" et revendiquent une identité slave. En République de Macédoine, ces derniers constituent aujourd'hui la première génération de "Macédoniens de la partie égéenne de la Macédoine".
- 13 Une autre catégorie importante de *Egejci*, au parcours différent, est composée de ceux qui se nomment encore de nos jours les "enfants-réfugiés" (*deca-begalci*). Au début du mois de mars 1948, plus d'un an avant la fin de la guerre, quelque 25 000 enfants sont évacués en Yougoslavie par les partisans. Le projet des communistes était de les transférer dans les pays kominformistes jusqu'à la fin de la guerre afin de les protéger des bombardements. D'autre part, l'éloignement des enfants dans une zone de sécurité rend entièrement disponibles les parents, hommes et femmes, pour participer aux combats. Pour le gouvernement grec, au contraire, il s'agit d'un "rapt" ou un enlèvement (*paidomazoma*), dans la tradition turque des janissaires.
- 14 Ces enfants séjournent plusieurs années dans des centres d'accueil en Yougoslavie, Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Hongrie, sous le contrôle de cadres dirigeants des PCG et du NOF. A la fin des années 1950, une partie des *deca-begalci* macédoniens rejoignent leurs parents réfugiés dans le Nouveau Monde - aux Etats Unis, en Australie et au Canada. La majorité retournent avec leurs parents proches en Yougoslavie et en République de Macédoine. L'éducation reçue dans les pays d'accueil a transformé ces "enfants" d'origine rurale en une élite essentielle au développement de la société macédonienne. Le statut de *deca begalci* est profondément intériorisé par ces derniers qui commémorent tous les ans leur exil. Leurs associations et organisations sont particulièrement actives¹⁵.

Le contexte politique macédonien

- 15 En République de Macédoine, les réfugiés slavomacédoniens sont accueillis comme des patriotes macédoniens. Dès leur arrivée en Yougoslavie, ils font l'objet d'un traitement particulier par rapport à l'ensemble des apatrides d'origine grecque. Ceux qui séjournent dans les villages en Voïvodine sont triés en fonction de leur *narodnost* (nationalité) : les "Grecs" dans le village de Buljkes, les "Macédoniens" dans les villages de Gakovo et Kruševlje¹⁶, près de la frontière hongroise. Au mois d'août 1949, un an après la rupture entre Staline et Tito, les communistes grecs basés à Buljkes, eux-mêmes victimes des purges de type stalinien au sein du Parti, quittent le territoire yougoslave pour les pays alignés sur l'URSS. Les leaders slavomacédoniens en revanche gardent leur quartier général en Yougoslavie.
- 16 Dans les centres d'accueil pour enfants de réfugiés qui continuent à fonctionner en Yougoslavie après la rupture entre Tito et le dirigeant du PCG Zachariadis, les enfants identifiés comme grecs sont sous l'autorité directe du PCG, les enfants macédoniens sont sous l'autorité du NOF¹⁷. En Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie et Roumanie, les controverses politiques entre dirigeants du NOF et représentants du Comité central du PCG conduisent également à la séparation progressive entre enfants "grecs" et enfants "macédoniens" dans les études de la "langue maternelle"¹⁸. Cependant, pour les enfants slavomacédoniens, la langue grecque reste obligatoire au moins une heure par semaine. Jusqu'aux années 1960, les enfants de langue grecque sont pour la plupart rapatriés en Grèce alors que les enfants de langue macédonienne partent pour la République de Macédoine.
- 17 Officiellement, à partir de la fin des années 1950, Athènes autorise le retour de l'ensemble des apatrides. En réalité, sur le total de réfugiés slavomacédoniens, rentrent uniquement les familles de ceux qui ont combattu du côté de l'armée gouvernementale et qui sont restés en Grèce. Dans ce contexte, la loi de 1954 sur « la confiscation et la répartition des biens appartenant aux ressortissants grecs immigrés », apparaît aux réfugiés slavomacédoniens comme élaborée expressément à leurs dépens¹⁹.
- 18 Dès leur établissement en Yougoslavie, les anciens dirigeants du NOF exigent la reconnaissance d'une minorité nationale macédonienne en Grèce et certains ne cachent pas leurs prétentions territoriales vis-à-vis de la Macédoine d'Égée. Pour la Grèce c'est un prétexte justifiant son hostilité au retour de l'ensemble des réfugiés "slaves" auxquels elle refuse toujours le visa. Mais pour la Yougoslavie, dès 1953-1954, la réconciliation avec la Grèce devient également une priorité²⁰. En 1954, à la suite des protestations grecques adressées directement à Belgrade contre les "agitateurs de Skopje", les autorités yougoslaves interdisent le journal *La Voix des Egéens*, au contenu jugé excessivement nationaliste. De même, le "Club égéen" rassemblant des anciens du NOF est dissout. Le souhait de la Grèce de voir les "fuyards communistes" éloignés des représentations politiques yougoslaves est, d'après les rapports des diplomates, également respecté.

La figure du Combattant

- 19 L'arrivée dans la République yougoslave de ces Macédoniens égéens, au lendemain de la Guerre civile, apporte de nouveaux arguments au discours national macédonien. Ils vont dorénavant incarner par leur présence même l'identité ethnique macédonienne de la

Macédoine d'Egée. Dans l'imaginaire national, ils vont constituer le chaînon entre l'Histoire mythique de tous les Macédoniens et le présent politique d'un Etat fédéral. L'histoire nationale macédonienne se réfère à un nombre important de personnages originaires de la Macédoine d'Egée lorsque celle-ci faisait partie de la Turquie d'Europe²¹. Les Macédoniens de la partie égéenne de la Macédoine représentent ainsi les descendants des héros mythiques de l'Insurrection de la Saint Elie (*Ilinden*), qui eut lieu en 1903 dans l'ensemble de la Macédoine géographique, alors territoire ottoman.

- 20 Les Macédoniens ayant combattu dans les rangs de l'Armée démocratique grecque deviennent les héros de la nation macédonienne contemporaine, mais aussi les détenteurs presque exclusifs du statut de "Combattant"²² (*borec*). Leur catégorisation au sein de la société actuelle en tant que "combattants communistes" de la Guerre civile en Grèce est un élément qui contribue à la différenciation entre Macédoniens égéens et Macédoniens du Vardar.
- 21 Ainsi, l'histoire macédonienne officielle prend en compte les deux événements : la lutte des Macédoniens de la Macédoine du Vardar contre "l'occupant fasciste bulgare et italien" pendant la Seconde Guerre mondiale d'une part, et la lutte des Macédoniens de la Macédoine d'Egée contre le fascisme pendant la Résistance et lors de la Guerre civile d'autre part, comme relevant du même mouvement macédonien de libération nationale.²³ Le mouvement englobe ainsi le NOF (Front de Libération nationale) de la Macédoine du Vardar lors de la Seconde Guerre mondiale et le NOF de la Macédoine d'Egée pendant la Guerre civile en Grèce. Dans les deux cas, il s'agit toujours d'un mouvement général appelé Lutte de Libération Nationale ou en macédonien le NOB (*Narodoosloboditelna Borba*). Le combat est mené à la fois contre le fascisme et contre la nation dominante assimilatrice : respectivement bulgare et italienne en Macédoine du Vardar, grecque en Macédoine d'Egée²⁴.
- 22 Dans ce contexte, la figure du "Combattant contre le fascisme et le capitalisme et pour la libération nationale" est d'une importance essentielle pour l'élaboration d'une histoire commune, à la fois "ethnique" et "communiste", au sein de l'Etat fédéral macédonien. En effet, pendant la Seconde Guerre mondiale, la Macédoine du Vardar n'a pas connu un fort mouvement de résistance organisée. Ceux qui ont collaboré avec l'occupant bulgare fuient en Bulgarie, les autres rejoignent l'armée de libération de Tito en 1944. Dans ce contexte, les Egéens viennent combler un vide à la fois sociologique et idéologique. Cette distinction apparaît aux yeux des Macédoniens de la Macédoine du Vardar comme un privilège, alors que les réfugiés y voit une reconnaissance de la part de leur Etat. Dans les relations sociales, le statut de Combattant (qui apporte aussi des revenus supérieurs) éveille des mémoires différentes et disputées entre Macédoniens égéens et Macédoniens du Vardar les uns et les autres se voulant les champions de la "macédonité" (*makedonstvoto*).

La citoyenneté impossible

- 23 En étudiant les pratiques institutionnelles et juridiques d'intégration de la population de réfugiés d'abord au sein de l'Etat fédéral yougoslave, ensuite au sein de l'Etat macédonien indépendant (1991), on observe l'importance de la langue comme fondement de l'identification nationale. Ce qui unit les Macédoniens, ce sont les noms des personnes, les toponymes des villes et des villages écrits en langue macédonienne sur la carte d'identité et le passeport. Mais cette pratique d'identification intégrative a un effet important

d'exclusion : les Macédoniens égéens ne peuvent encore aujourd'hui se rendre en Grèce ou alors ils doivent modifier leurs passeports et renoncer aux anciens noms slaves des villes et villages en Macédoine grecque.

- 24 Observons dans l'ordre chronologique les paradoxes de l'identification ethnique alors même que celle-ci fait consensus (les réfugiés sont des Macédoniens ethniques comme les autres) et la citoyenneté en est déduite. Lorsque les réfugiés arrivent, à partir de 1948-1949, sur le plan de l'identité civile, ils sont considérés tout d'abord comme des "apatrides grecs". A partir des années 1950, dépossédés de la citoyenneté grecque par leur pays d'origine, ils acquièrent tous la "carte d'identité pour étranger" (*lična karta za stranec*) avec la mention *bez državljanstvo* ou "sans citoyenneté"²⁵. Or, les autorités politiques yougoslaves reconnaissent leur appartenance ethnique comme macédonienne, et à l'intérieur de la République de Macédoine les apatrides macédoniens peuvent jouir de droits sociaux identiques à ceux des Macédoniens yougoslaves.
- 25 Sur tous ces papiers d'identité différents les noms et prénoms des Macédoniens égéens sont inscrits en langue macédonienne. Il en va de même pour les toponymes des villes et villages d'origine, également inscrits dans leur ancienne version slave ce qui est une véritable offense au dogme national grec²⁶. Rappelons que les noms de personnes comme les noms des lieux ont été hellénisés dès 1913 et en particulier durant le régime répressif du général Metaxas (1936-1941). Ce dernier interdit le "parler local" sous peine d'amendes, de prison et de punitions corporelles. En République de Macédoine ces nouveaux papiers représentent pour les réfugiés un véritable acte de restitution de leur langue maternelle et par conséquent une victoire politique et identitaire. Or, pour la Grèce, cette pratique est la raison concrète de son refus de laisser rentrer sur son territoire ceux qui remettent en question l'identité hellène d'un territoire grec.
- 26 Pour ceux qui acquièrent la nationalité yougoslave²⁷, la situation vis-à-vis de l'État grec n'est pas régularisée. Les noms et prénoms restent toujours en langue macédonienne ainsi que les toponymes. Identifiés ainsi, les Macédoniens égéens ne peuvent toujours pas espérer l'obtention d'un visa au Consulat grec de Skopje. Egaux en droits des autres citoyens macédoniens, devenus des Macédoniens de Yougoslavie, les *Egejci* sont les seuls qui ne peuvent se rendre en touristes dans le pays voisin.
- 27 Avec l'institution de la Macédoine en Etat indépendant, la catégorie "apatride" disparaît. Les "Macédoniens de la partie égéenne de la Macédoine" qui n'avaient pas demandé la nationalité pendant le régime yougoslave l'acquièrent aujourd'hui pour la première fois. Cette redéfinition de l'identité civile macédonienne dans le cadre du nouvel État ravive la polémique entre autorités politiques macédoniennes et associations égéennes qui accusent leur gouvernement d'avoir cédé aux conditions posées par la Grèce. Celle-ci exige que dans les nouveaux passeports des Macédoniens nés en Grèce, le lieu de naissance soit inscrit dans sa version grecque. Mais les associations de Macédoniens égéens, soutenues par certains dirigeants politiques refusent d'abandonner ce qui incarne tout leur combat. Supprimer les toponymes écrits "enlangue maternelle" signifierait le renoncement à l'identité "macédonienne ethnique", de la Macédoine égéenne, une identité reposant essentiellement sur la référence linguistique.
- 28 Depuis 1997, quarante-neuf ans après l'exode des Macédoniens égéens, les nouveaux passeports font apparaître un curieux compromis politique : si le nom du lieu de naissance reste en langue macédonienne comme dans les anciens papiers d'identité, la mention "né en Grèce" disparaît. L'objectif est d'assimiler le Macédonien égéen à un natif

de la Macédoine ex-yougoslave. Mais il y a aussi une autre possibilité : pour ceux qui en font la demande individuellement, la mention “village” ou “ville” d’origine peut être supprimée, et la seule indication du lieu de naissance sera : “Grèce”. Dans le premier cas, à la frontière, les douaniers grecs reconnaissent le nom slave de la ville ou du village d’origine et refusent à la personne le visa d’entrée sur le territoire. Dans le second cas, effectivement, la personne peut enfin se rendre dans son pays d’origine.

- 29 Une majorité des militants de la première génération de réfugiés contestent cette réforme qui les discrimine à l’intérieur de leur Etat. Pour eux, la question se pose de savoir pourquoi il existe deux catégories de citoyens inégaux en droits. Les Macédoniens originaires de la Macédoine du Vardar peuvent se rendre en Grèce sans difficultés alors que ceux qui sont originaires “de l’Egée” (*od Egej*) et qui ont marqué les noms de leurs villages en “langue maternelle” sont condamnés à ne plus jamais pouvoir y retourner. Pourquoi, dans le compromis négocié pour faciliter le retour, le Macédonien égéen doit-il se contenter de la mention “né en Grèce” alors que le Macédonien de la Macédoine du Vardar garde dans son passeport la mention complète de son lieu de naissance²⁸ ? Pour les acteurs politiques macédoniens, il ne semble pas envisageable d’inscrire sur les passeports les toponymes grecs des lieux de naissance des Macédoniens égéens.
- 30 Sur le terrain, on observe beaucoup de personnes qui, contraintes par leur âge avancé, optent pour cette solution pragmatique, afin de pouvoir rendre visite à leur famille restée du côté grec. Ils font, depuis 1997, la demande de suppression de la mention “lieu de naissance” pour garder uniquement la mention : “né en Grèce”. Mais qu’implique, pour la personne cette solution, pour ainsi dire individualiste du problème juridique égéen ? Durant plusieurs décennies, les Egéens furent considérés par l’Etat comme un tout, comme un ensemble homogène qui assume une part importante de l’Histoire nationale macédonienne. Aujourd’hui, celui qui se rend au guichet de la Préfecture de Police pour demander la suppression de son lieu de naissance se trouve seul face à son choix, face à sa mémoire “égéenne” que la société d’aujourd’hui lui restitue, car elle n’en fait plus une priorité.

Les Macédoniens égéens et l’exercice du politique

- 31 Un aspect révélateur du statut ambigu du Macédonien égéen est la faiblesse de l’exercice du politique aussi bien dans la période yougoslave qu’aujourd’hui²⁹.
- 32 Pendant la période communiste, les dirigeants yougoslaves interdisent les revendications politiques des associations de réfugiés concernant la Grèce, et durant un demi-siècle ils tiennent à l’écart des hautes fonctions de l’Etat les Macédoniens égéens. Cependant, à l’intérieur de la République, ces derniers peuvent organiser et développer une activité associative. Celle-ci a un contenu essentiellement culturel, folklorique et artistique, les réunions ayant pour vocation de célébrer l’identité ethnique macédonienne de la Macédoine d’Egée. Aujourd’hui, les militants estiment que même s’ils sont nombreux dans l’élite scientifique, universitaire, culturelle, ils ont été tenus en dehors du champ d’exercice du politique et, depuis l’indépendance de l’Etat, ils espèrent être représentés plus largement en tant que catégorie de citoyens dotée d’un statut spécifique.
- 33 Au cours des premières années de l’indépendance (1991), avec la démocratisation du débat politique, le discours nationaliste macédonien s’épanouit autant dans la presse que dans les manifestations des partis politiques et des associations. De nombreux militants politiques demandent à la Grèce, à la Bulgarie, à l’Albanie³⁰, la reconnaissance d’une

minorité nationale macédonienne. Les liens avec la diaspora sont particulièrement encouragés par les autorités publiques et cette dernière est en grande partie égéenne³¹. Les leaders politiques macédoniens participent aux manifestations de ceux qui incarnent les idées d'une partie non négligeable de l'électorat.

- 34 Au sein du tout premier gouvernement macédonien se trouvent des personnalités symboliques pour les militants des organisations égéennes. Dimitar Dimitrov, originaire de la région de Voden (*Edessa*) est ainsi le Ministre de l'Education nationale. Historien et intellectuel d'origine "locale", Blaže Ristovski³², vice-Premier Ministre au lendemain de l'Indépendance (1991-1992), est connu aussi pour son action en faveur de la reconnaissance à part entière des Macédoniens égéens au sein de la société macédonienne.
- 35 Mais à partir des années 1996-1997, le gouvernement social-démocrate (SDSM) au pouvoir se montre distant vis-à-vis du discours des patriotes égéens. La logique d'État les oblige à prendre en compte les voisins et l'irrédentisme de certaines personnalités médiatiques est utilisé par la Grèce pour bloquer le processus de reconnaissance du nouvel Etat par les institutions internationales. Les dirigeants des associations de Macédoniens égéens se plaignent d'être de nouveau hors du domaine politique. Les subventions pour les rencontres annuelles sont difficilement négociées et les hommes politiques font des passages éclairs lors des rencontres de réfugiés.
- 36 Ainsi, le 19 juillet 1998, le Président de la République Kiro Gligorov se rend à la « Deuxième rencontre internationale des enfants-réfugiés de la part égéenne de la Macédoine » se déroulant à Skopje. Mais cette année n'est pas comme les autres, les "enfants" commémorent les 50 ans de leur exode (*exodusot*) et autant d'années sans retour possible dans leur pays d'origine. Au terme d'un long discours qui ne fait aucune allusion au sujet même de la rencontre, le Président Gligorov conclut par l'expression : « un jour *votre* problème sera résolu ». Aussitôt, le débat public relève le mot *votre*. Cinquante ans après leur arrivée en République de Macédoine, le problème des Égéens reste-t-il seulement *le leur*, et n'a-t-il jamais pu devenir celui de tous les Macédoniens ?³³
- 37 Pour les organisations militantes égéennes, l'arrivée au pouvoir du VMRO-DPMNE, le grand parti de l'opposition, devait représenter un tournant dans la politique nationale. Le nouveau gouvernement allait être également le leur, celui des Macédoniens chassés de leur patrie. Il devait défendre leur droit de se rendre en Grèce, exiger la reconnaissance d'une minorité nationale et la restitution des terres et des biens confisqués par la loi de 1954. Mais une fois au pouvoir, le VMRO-DPMNE, à son tour, adopte une logique d'État. Sur la scène internationale, face au poids de la Grèce dans l'Union européenne, il doit mesurer ses propos. La réconciliation avec la Grèce est une exigence essentielle pour la stabilité et la bonne image du pays qui veut se distinguer par ses bonnes manières politiques des républiques d'ancienne Yougoslavie. Ainsi, le VMRO-DPMNE signe-t-il des accords avec la Bulgarie et la Grèce sans évoquer les revendications "historiques" macédoniennes : la Bulgarie qui a reconnu l'Etat ne reconnaît toujours pas officiellement la langue et la nation macédoniennes, et la Grèce, quant à elle, ne cède pas sur l'utilisation du nom de "Macédoine" qu'elle considère comme appartenant exclusivement à son histoire hellène.
- 38 Les militants égéens, comme l'ensemble des milieux nationalistes, ne tardent pas à crier à la trahison. Les analystes qualifient le parti ultra-nationaliste VMRO-DPMNE de "pro-bulgare", "bradeur de l'État" aux intérêts économiques grecs. En 1999, D. Dimitrov, cette fois-ci Ministre de la culture, est accusé par l'opposition d'être "pro-bulgare" (*bugaroman*)

et il se voit obliger de démissionner. Les journalistes font référence aux origines égéennes du Ministre pour expliquer son comportement. Les Macédoniens égéens, remarque le journal *Forum*, « n'ont-ils pas, pour des raisons historiques connues, toujours eu un penchant pour la Bulgarie ? »³⁴.

Sur le terrain, les rapports entre Egéens et Locaux

- 39 Dans cette partie, nous partons d'un constat empirique : alors que le nom de "Macédonien de la partie égéenne de la Macédoine" est d'usage officiel (discours politiques, manuels d'histoire) et revendique l'identité entre le groupe de réfugiés et la population locale, dans les relations sociales celui de "Egéens" (*Egejci*) met l'accent sur la différence avec ceux que l'on ne considère pas comme étant *des nôtres (naši)*. Parmi les Macédoniens d'origine locale, le nom de *Egejci* est largement courant en l'absence des concernés. Du point de vue des Macédoniens égéens, ce nom est une "invention" (*izmislica*) des Macédoniens du Vardar (*Vardarci*) pour que ces derniers apparaissent comme les seuls "vrais" (*vistinski*) Macédoniens. Il y a donc un contraste entre le discours produit par les institutions officielles et les représentations sociales observées dans les rapports au quotidien. En ce sens, l'exemple d'un groupe particulier nous permettrait de restituer le regard des acteurs sur leur propre histoire et l'image que les Macédoniens locaux leur renvoient³⁵.

Le cas du groupe T dans la ville de Prilep

- 40 Le groupe T, (c'est ainsi que nous allons l'appeler), représente un ensemble de 80 maisons de familles de réfugiés originaires du village T, aujourd'hui établies dans un quartier excentré de Prilep. Par rapport à d'autres groupes de réfugiés les T ont une spécificité notoire : ils forment un ensemble compact d'environ 100³⁶ familles en tout, dont la majorité réussit à se réunir, dès les années 1950, dans le quartier V.
- 41 Le groupe T est originaire de la région du Meglen située au Nord de la ville de Edessa, en Macédoine grecque. Le village est perché sur le versant sud-ouest de la montagne Kožuf qui, à cet endroit, trace la frontière entre la République de Macédoine et la Grèce³⁷. Lors de la Guerre civile, le village fait partie de la "zone libre" contrôlée par les partisans communistes et la plupart des hommes du village sont mobilisés par l'Armée démocratique, sous l'autorité du PCG. Ceux qui à ce moment-là accomplissent leur service militaire combattent du côté de l'armée gouvernementale, car, d'après mes informateurs, « ils ne pouvaient pas faire autrement ».
- 42 La majorité des familles du village fuit le 31 janvier 1948³⁸. Beaucoup d'hommes, aussi bien du côté de l'armée régulière que du côté des forces communistes, se joignent aux fugitifs dans les jours qui suivent. Les T voyant arriver les forces de l'armée gouvernementale se réfugient tout d'abord dans les montagnes. Effrayés par les bombardements ils décident de passer la frontière. Ils évacuent également tout leur bétail.
- 43 Le projet, d'après mes informateurs, fut de se mettre à l'abri des bombardements, de l'autre côté de la frontière, "pour quelque temps". Mais dès les premiers jours en Yougoslavie, leurs troupeaux leur sont enlevés dans le cadre de la collectivisation de l'agriculture et de l'élevage en Yougoslavie. Pour les T, c'est un événement bouleversant,

certains se demandent s'ils n'ont pas commis une erreur en fuyant de ce côté de la frontière. Après un séjour avec d'autres réfugiés au monastère de Saint Georges près de Negotino, ils sont conduits, au début du mois de février 1948, en Voïvodine au village de Gakovo, près de la frontière entre la Yougoslavie et la Hongrie.

- 44 La Voïvodine, dans les récits, apparaît comme un épisode difficile. Avec des milliers d'autres, les T sont installés dans les maisons des Souabes (*švabi*), paysans germanophones autochtones, chassés ou massacrés par les partisans de Tito.
- 45 Ici, les réfugiés craignent d'être remis entre les mains des dirigeants communistes du PCG qui les sollicitent vivement pour retourner sur le front. Par ailleurs, ils se méfient des autorités yougoslaves qui leur proposent de s'établir en Voïvodine. Pour eux, cette "terre riche" (*bogata zemja*) est un refuge provisoire « en attendant la fin de la guerre pour revenir dans nos maisons. »
- 46 Un an plus tard, en mars 1949, ils sont acheminés en République de Macédoine vers la ville de Prilep. Les T affirment qu'ils ont eu le choix entre plusieurs villes d'accueil, toutes éloignées de la frontière grecque. Ils ont choisi Prilep « parce que c'était la plus proche de chez nous, de notre village » et ils pouvaient « rentrer à pied ».
- 47 La Guerre civile s'achève au mois d'août 1949. Les T se retrouvent dans le camp des perdants, celui des forces communistes : « Un village en zone libre, c'était un village communiste », me dit-on. Au début des années cinquante, une trentaine de personnes rentrent en Grèce. Ce sont principalement les femmes et les enfants de soldats de l'armée gouvernementale restés en Grèce qui ont déposé une demande de rapatriement des leurs. Pour les autres, toute demande de retour auprès du Consulat grec à Skopje reste sans suite.
- 48 A leur arrivée dans le quartier V, les réfugiés sont répartis par famille dans les maisons des habitants locaux. Dès les premiers jours, ils sont employés en tant que journaliers dans les coopératives agricoles, les usines en construction ou dans les exploitations de tabac. Progressivement le groupe se spécialise dans la culture du tabac. A la fois paysans cultivateurs et ouvriers à l'usine de tabac, ils parviennent en quelques années à économiser suffisamment d'argent pour acheter les maisons de ceux qui quittent le quartier pour s'installer à Skopje ou ailleurs.

Dans l'attente du retour : la pratique du mariage à l'intérieur du groupe

- 49 Au cours de la première étape de leur intégration dans la ville, le groupe T construit sa stratégie collective en fonction du projet de retour au pays. Hommes et femmes travaillent pour survivre et payer leur loyer, les familles vivent au jour le jour. Alors que le gouvernement mène une politique facilitant l'acquisition et la construction de logements pour les réfugiés, les T refusent les offres et préfèrent rester locataires dans les maisons des Locaux. Plus tard, ils n'acceptent pas l'offre des maisons turques, quittées par ces derniers en 1958 et vendues à très bas prix. Aujourd'hui, les T estiment avoir été "très naïfs" et se comparent aux autres groupes de réfugiés : « les gens de la région de Kajliari, ont acheté tout de suite, ils avaient bien compris que nous ne rentrerons jamais ».
- 50 Comme l'ensemble des réfugiés, le groupe T est dépossédé de la nationalité grecque par le gouvernement d'Athènes. Des anciens cadres du NOF font dès le début des années 1950 le tour des centres d'accueil en Yougoslavie et leur conseillent de demander la nationalité

yougoslave et de s'installer dans le pays. Pour les T, ce fut à cette époque inacceptable. Demander la nationalité macédonienne yougoslave, cela signifie renoncer au retour "à la maison" (*doma*). Dans leurs récits de vie, une fois de plus, ils se comparent aux autres Egéens qui « n'ont pas perdu leur temps » et qui ont rapidement demandé la nationalité.

- 51 Il est bien sûr difficile d'évaluer l'effet social d'un sentiment d'espoir de retour. Sans doute celui-ci varie-t-il en intensité en fonction des individus ou des familles. Certains attendent dix ans avant d'acheter une maison, d'autres moins de cinq ans. Cependant, cet espoir de retour (*se nadevavme deka ke se vratime*) incite à des pratiques et à des comportements collectifs que nous sommes en mesure d'observer, d'autant plus que les T sont fortement apparentés entre eux et agissent dans une logique où le collectif, "notre village", prime sur l'individuel et / ou le familial³⁹.
- 52 C'est pourquoi le projet de retour dicte également le comportement matrimonial du groupe T à Prilep. L'échange matrimonial⁴⁰ peut en effet servir de marqueur pour mesurer le degré d'appartenance ou d'exclusion du groupe égéen au sein de la société locale. Les aînés, détenteurs de l'autorité, interdisent pendant plusieurs années les mariages avec des Locaux : « Cela n'avait pas de sens de **prendre ou donner avec des Locaux** (*zemanje, davanje so ovdešnite*), puisque nous allions rentrer, pensions-nous ». Ainsi, la génération âgée de 14 ans et plus lors de l'émigration, se marie-t-elle à l'intérieur de son groupe d'origine. Cette pratique endogame pour cette tranche d'âge sera un des arguments discriminants aux yeux des Locaux qui y perçoivent un refus d'échange explicite.
- 53 Dans le même temps, pour les Locaux, toute alliance avec les nouveaux arrivants apparaît comme socialement dévalorisante. Les réfugiés sont pauvres, ne possèdent pas de biens, et même lorsqu'ils s'installent définitivement dans la ville, ils seront longtemps exclus des échanges matrimoniaux pour ces mêmes raisons. « Les gens d'ici ne nous donnaient pas une bru », disent les T.
- 54 De plus, les T apportent de leur village d'origine une pratique d'échange matrimonial spécifique qui n'est pas traditionnellement autorisée dans le contexte orthodoxe local. Il s'agit de la tolérance du mariage entre "troisièmes cousins" (*treći bratučedi*)⁴¹. A Prilep, les hommes d'Eglise estiment qu'une telle pratique est incestueuse, car les "troisièmes cousins" sont des parents. Se marier à ce niveau de parenté n'est pas acceptable pour "de vrais chrétiens"⁴², m'affirme un pope. Même si cette forme d'endogamie n'a duré que les premières années⁴³, c'est elle que les Locaux citent aujourd'hui pour montrer la différence entre "nous" et "eux". A ce sujet, d'autres *Egejci* de la région de Edessa (*Voden*) m'ont affirmé avec empressement qu'ils ne sont pas "comme les T" et que dans leurs villages d'origine ils suivaient "la règle" (*po pravilo*) qui est de se marier hors du champ de la parenté et "obligatoirement à l'extérieur" (*obavezno nadvor*) du village.

Le statut social dans l'exclusion : les femmes égéennes à l'usine

- 55 L'ascription "Egéens" porte également les stigmates de la condition économique des nouveaux arrivants. Aujourd'hui, les réfugiés se souviennent comment ils ont été traités de "Tsiganes"⁴⁴ (*Tsigani ou Gjupci*), du fait de leur pauvreté. Dans le contexte balkanique c'est en effet l'insulte majeure. Les femmes semblent plus particulièrement visées. Par exemple dans la rue, « les gens d'ici faisaient peur à leurs enfants avec nous : *Si tu n'es pas sage je te donne à l'Egéenne* », racontent les T. Dans cette expression répandue, la figure de l'Egéenne semble se substituer à celle de la Tsigane.

- 56 L'identité professionnelle de la femme égéenne est un facteur particulièrement important dans la représentation que les Locaux construisent de l'Egéen. Cela est dû à un phénomène nouveau, introduit par les réformes économiques du régime yougoslave : il s'agit du travail de la femme dans le secteur industriel étatique à égalité avec l'homme. A Prilep, parmi les Macédoniennes, ce sont les femmes égéennes qui assument les premières cette transformation sociale et culturelle. « Au début, racontent les femmes, il n'y avait que nous et les femmes tsiganes qui travaillions à l'usine de tabac. » Elles estiment être parties ainsi de "très bas" (*od naj dolu*), pour avoir partagé le même statut social avec la Tsigane.
- 57 En effet, dans le contexte traditionnel local, la femme se doit de rester "à la maison", elle représente une main d'œuvre pour l'économie familiale et le domaine "privé" (*privatno*). Elle plante, cueille et traite le tabac dans l'espace familial. Mais lors de l'étape de l'acheminement de la récolte séchée à l'usine, c'est l'homme qui intervient. Le travail passe de la sphère privée à la sphère publique dite "étatique" (*državno*). L'usine *Monopol kombinat* symbolise l'extérieur, le travail "en public". La femme sortie "dehors" (*nadvor*) est une femme publique au sens propre et figuré.

Stratégies d'établissement et transformation des pratiques sociales

- 58 La deuxième période dans le parcours du groupe de réfugiés correspond à l'abandon du projet de retour. Au bout de 5-6 ans, les T se rendent à l'évidence qu'ils ne peuvent rentrer chez eux. L'alliance par mariage avec les Locaux est pour cette étape également le marqueur révélateur. Nous observons, par exemple, que les hommes et les femmes âgés de moins de 12 - 14 ans dans l'année de la fuite (1948-1949) se sont mariés avec des Locaux à la différence de leurs frères et sœurs aînés. Par ailleurs, pendant ces quelques années, la position sociale et la situation économique du groupe change de manière sensible.
- 59 Avantagés à l'embauche par un décret de 1952, ils occupent tous un emploi d'ouvriers pendant l'hiver et de cultivateurs en été. Parmi les plus âgés, certains perçoivent des "retraites de Combattants" (*borečki penzii*) importantes. Ces acquis sont perçus comme un "privilège" par les Locaux. Précisément, à cette étape, on observe un certain ajustement de la situation économique entre les deux groupes. Ils sont tous deux propriétaires d'une maison ou appartement et d'un lopin de terre, tous comptent des membres de leurs familles qui occupent des fonctions dans le secteur public. De plus, à partir des années 1970 les femmes d'origine locale sont de plus en plus nombreuses à travailler dans les nouvelles usines ou dans l'administration.
- 60 Enfin, dans un troisième temps, concernant la période contemporaine, les rôles semblent s'inverser. Les individus issus de la seconde génération se confondent avec les Locaux et les mariages sont devenus mixtes. Le groupe T à l'instar des autres groupes de réfugiés, acquiert la réputation de disposer d'un revenu supérieur à celui des Locaux, d'être devenu économiquement le plus fort. En effet, alors qu'au sein de la population locale les femmes ouvrières étaient une catégorie rare, les familles égéennes ont pu jouir d'un double revenu et donc aujourd'hui de deux retraites. Stigmatisé autrefois, le travail des femmes dans le secteur public est devenu une marque de prestige et d'émancipation.
- 61 La maison représente le symbole de la réussite sociale. A Prilep, celles des Egéens sont désignées comme étant "les plus belles" et "les plus grandes". Cependant, cette nouvelle situation produit de nouveaux discours stigmatisants. L'Egéen est "plus riche" parce qu'il

« nous a pris notre travail, le pain de la bouche » (*ni ja zedoa rabotata, ni go zedoa lebot od usta*), parce que « l'Etat leur a tout donné ».

- 62 Les Macédoniens du Vardar se conçoivent comme les fondateurs de l'Etat national macédonien et les Macédoniens égéens comme les orphelins d'une "terre-natale" (*rodna zemja*) perdue, celle de la Macédoine d'Egée. Pour les *Egejci* la *matica*, "la matrice" c'est "l'Etat de Macédoine" (*državata Makedonija*) qui les a reconnus et acceptés. Mais la "patrie" (*tatkovina*) est "en bas", (*dolu*) en Macédoine d'Egée. La contradiction entre l'identification à l'Etat macédonien comme "sien" (*naša*) et la réalité du traumatisme de la perte pour toujours de la "terre natale" et de la rupture avec une partie de sa famille traverse chaque discours des témoins de cette époque.
- 63 L'Egéen en tant qu'identité collective à part est une figure de l'altérité qui se maintient dans l'imaginaire national macédonien. Cependant, avec les nouvelles générations, les conflits de mémoires disparaissent, la "frontière ethnique" s'estompe car elle n'a plus de sens organisationnel. L'appartenance nationale étant définie de manière identique pour l'ensemble des acteurs, ce n'est plus que l'expérience des anciens qui fonde le discours sur la différence. Le présent ne réunit-il pas les uns et les autres dans la même peur de voir disparaître le seul Etat qui est le leur.

NOTES

1. *Makedonci od Egejskiot del na Makedonija*.
2. Voir sur ce concept et ses différentes acceptions, **Barth (Fredrik)**, *Ethnic Groups and Boundaries*, Boston : Little, Brown, 1966.
3. Le terme "Locaux" (*ovdešni/tukašni*) désigne du point de vue du groupe de réfugiés la société d'accueil qui est celle des Macédoniens originaires de la Macédoine du Vardar (*Vardarci*). La configuration *Vardarci / Egejci* pourrait être également examinée comme une relation *Established / Outsiders* dans la perspective de Norbert Elias, à savoir le rapport entre une population plus anciennement établie et une population plus récente.
4. Sur le rapport entre communistes slavomacédoniens et communistes grec au sein du PCG, pendant et après la Guerre, voir par exemple, **Kirjazovski (Risto)**, *Makedoncite i odnosite na KPJ i KPG : 1945-1949*, Skopje : Kultura, 1995 ; *Makedonskata politička emigracija od Egejskiot del na Makedonija vo istočnoevropskite zemi po vtorata svetska vojna*, Skopje : Kultura, 1989 ; **Rossos (Andrew)**, « Incompatible Allies : Greek Communism and Macedonian Nationalism in the Civil War in Greece, 1943-1949 », *The Journal of Modern History*, 69 (1), March 1997, pp. 42-76.
5. Après la signature du Traité de Neuilly en 1919, c'est en tant que "Bulgares" que la Grèce échange environs 100 000 slavophones de Thrace et de Macédoine contre près de 25 000 "Grecs", c'est à dire grecophones de Bulgarie.
6. L'historien macédonien R. Kirjazovski, selon des sources grecques, évalue à 14 000 le nombre de combattants macédoniens au sein de l'Armée démocratique vers la fin de la guerre, et ce, sur un total de 35 000 soldats. Voir **Kirjazovski (Risto)**, *op. cit.* p. 5.
7. Voir par exemple, **Kiselinovski (Stojan)**, *Egejskiot del na Makedonija (1913-1989)*, Skopje : Kultura, 1990.

8. Rappelons ici que de 1946 à 1948, la Bulgarie reconnaît une minorité nationale macédonienne en Macédoine bulgare (du Pirin). Le dirigeant G. Dimitrov accepte de transférer en Yougoslavie les réfugiés non seulement de la Guerre civile, mais aussi ceux de la Seconde Guerre mondiale. (Voir **Michev (Dobrin)**, *Makedonskiat vapros i balgaro-yugoslavskite otnoshenya, 9 septemvri 1944-1949*, Sofia : Universitetsko Izdatelstvo St Kliment Ohridski, 1994).

9. **Rossos (Andrew)**, loc. cit.

10. **Karakasidou (Anastasia)**, « Fellow Travellers, Separate Roads : The KKE and the Macedonian Question. », *East European Quarterly*, 27, 1993, p. 453.

11. Il n'existe pas de statistiques officielles sur le nombre exacte de réfugiés qui s'installent en République de Macédoine. D'après R. Kirjazovski, plus de 50 000 Macédoniens égéens ont été « obligé de quitter leur terre natale » pour l'ensemble des pays du bloc soviétique. (Voir, **Kirjazovski (Risto)**, *op. cit.*, p. 261). D'après les sources des historiens grecs, les réfugiés slavomacédoniens comptent entre 30 000 et 40 000 tout au plus. Voir par exemple **Kofos (Evangelos)**, « The Making of the Yugoslavia's People's Republic of Macedonia », *Balkan Studies*, 27, 1962 ; **Karakasidou (Anastasia)**, loc. cit., p. 12.

12. **Danforth (Loring)**, *The Macedonian Conflict. Ethnic nationalism in a transnational world*, Princeton : University Press, 1995, p. 74

13. D'après les rapports fournis par les différents Consuls de France à Skopje, entre 1948-1954. *Archives Nationales, Ministère des Affaires Etrangères - Nantes*.

14. D'après les rapports du Consul français présent à Skopje en 1954, les demandes de rapatriement adressées au Consulat grec s'accumulent, surtout à la suite de la loi sur « la confiscation et la répartition des biens appartenant aux ressortissants grecs immigrés ». Il cite le chiffre de 2 000 personnes autorisées à revenir en Grèce « dont il a été reconnu qu'elles n'avaient auparavant jamais appartenu au PCG ».

15. Au sujet des *deca begalci* voir l'étude détaillée de **Brown (Keith)**, *Macedonia's Child-Grandfathers : The Transnational Politics of Memory, Exile and Return, 1948-1998*.

16. Dans les récits de vie, les réfugiés estiment le nombre de Macédoniens dans ces deux villages de 7 000 à 9 000. Dans plusieurs publications Kirjazovski parle de 8 000 personnes mais ne cite pas de sources.

17. Voir l'ouvrage à la fois littéraire et autobiographique de **Vodenska (Marija)**, ancien "enfant-réfugié" à Bela Crkva, (près de Novi Sad) : *Belomorka*, Skopje : Makedonska kniga, 1991.

18. Après la rupture du PCG et par conséquent du NOF avec le "titisme", à la demande des dirigeants grecs une nouvelle "langue macédonienne" est conçue pour être enseignée aux enfants slavomacédoniens dans les pays kominformistes. Elle s'inspire de dialectes égéens, mais son alphabet et le vocabulaire se rapprochent du bulgare ce qui démontre le nouveau choix politique du PCG dans l'approche de la question macédonienne. Sur ce sujet, voir par exemple les historiens macédoniens eux-mêmes anciens enfants de combattants : **Nakovski (Petre)**, *Makedonski deca vo Polska, 1948-1968*, Skopje : Mlad Borec, 1987 ; **Robovski (Nikifor)**, *Makedoncite od Egejskiot del na Makedonija vo Čehoslovačka*, Skopje : Naša Kniga, 1988.

19. Sur ce sujet voir aussi **Mojsov (Lazar)**, *Makedoncite vo Egejska Makedonija, Okolu prašanjeto na makedonskoto nacionalno malcinstvo vo Garcija*, Skopje : Misl, 1989.

20. C'est une priorité également pour les diplomates occidentaux, à en juger par les rapports des Consuls de France dont le langage révèle le souci et même l'impatience de voir le "problème égéen" résolu au sein de la République macédonienne yougoslave.

21. Par exemple Goce Delčev fondateur du mouvement révolutionnaire macédonien au XIXème siècle ou Krste Misirkov un des pères-fondateurs de la langue macédonienne littéraire.

22. Cela s'observe dans la composition des associations d'anciens combattants qui sont en grande majorité des *Egejci*.

23. Elle prend en compte également l'action des communistes macédoniens en Macédoine bulgare (du Pirin) entre 1946-1948.

24. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Macédoine grecque orientale est occupée par l'armée bulgare et allemande et la partie occidentale est sous contrôle italien.
25. L'expression signifie littéralement "sans Etat".
26. Par exemple : né au village de *Sborsko, Vodenska okolija* (département de Voden), *Garcija* (Grèce). Selon les autorités grecques, il faudrait dire : né au village de Pefkoto, département de Edessa, Grèce.
27. Nous n'avons pas d'estimations statistiques officielles sur ce sujet. Dans l'enquête que j'ai effectuée, la grande majorité des personnes, hommes ou femmes, n'avaient pas demandé la nationalité yougoslave avant les années 1970.
28. Le compromis est positivement perçu par certaines organisations égéennes comme celle des "descendants (*potomci*) des Macédoniens de la part égéenne de la Macédoine", créée en 1996 et basée à Bitola. (Voir l'entretien avec Goce Petrovski, dans le journal *Nezaborav*, n°10, Skopje, décembre 1996, p. 6.)
29. Et lorsqu'il y en a un comme Vasil Topurkovski ou Dimitar Dimitrov il est aussitôt stigmatisé en tant que tel.
30. Actuellement l'Albanie reconnaît une minorité macédonienne dans la région de la Prespa.
31. Au sens géographique du terme. Le Nouveau monde accueille depuis le début du XXème siècle des travailleurs immigrés (*pečalbari*) des régions de Florina, Prespa, Kastoria. La majorité a toujours maintenu des liens avec les villages d'origine.
32. Voir son article, **Ristovski (Blaže)**, « De l'émergence de la nation à l'affirmation de l'Etat », dans l'ouvrage collectif dirigé par Chiclet (Christophe), Lory (Bernard), *La République de Macédoine*, Paris / Montréal : L'Harmattan, 1998, pp. 33-37.
33. Voir par exemple, les articles de la revue, alors d'opposition, *Denes*, datée du 23 juillet, 1998 : **Bardžiev (Naut)**, « Poslednoto egejsko odminuvanje », pp. 27-28 ou, dans le même numéro, **Bardžieva-Kolbe (Kica)**, « Dijaspóra vo sopstvenata zemja », pp. 59-61.
34. Entre le mois de juillet et le mois de septembre 1999, la presse dans son ensemble offre des débats quotidiens sur le sujet des "bugaromanes" ou "serbomanes" dans l'élite du pays. Ces arguments font partie d'une rhétorique populiste toujours efficace en période préélectorale. Voir par exemple le journal hebdomadaire *Forum*, n° 42, septembre 1999 : **Bojarovski (Zoran)**, « Skica za edna ostavka ». Depuis la déstabilisation de la Macédoine, provoquée par la rébellion albanaise, la question de la survie de l'Etat s'est imposée comme plus fondamentale.
35. Pour une étude anthropologique sur les familles séparées entre la Grèce et la Macédoine et leur capacité à négocier les mémoires individuelles et familiales alors même que leurs États respectifs font apparaître ces mémoires comme incompatibles, voir **Brown (Keith)**, « Whose Will Be Done ? Nation and generation in a Macedonian family », *Social Analysis*, 42 (1), 1998.
36. Une vingtaine de familles est établie dans le centre-ville de Prilep. Il y a également quelques familles de T à Negotino et à Kavadarci.
37. Durant la Première guerre mondiale, le village T se situe sur la ligne de front. Sa population est déplacée par l'armée bulgare à Leskovac près de Niš, région alors sous contrôle bulgare. A la fin de la guerre, la plupart des familles rentrent à T. De la période de 1913 à 1920, environ 100 familles fuient et s'établissent définitivement en Bulgarie.
38. Environ un an et demie avant la fin de la Guerre civile, et trois mois avant la procédure d'évacuation des enfants par les partisans. Les dernières familles du village partent à la fin du mois d'août 1948. Ils sont installés dans des campements de réfugiés dans la région de Ovče Polje, en République de Macédoine.
39. Ce n'est pas le cas de réfugiés d'autres villages dont les familles sont séparées de part et d'autre de la frontière.
40. L'expression d'usage est : *od tuka tuka*, c'est à dire marier un fils ou une fille "d'ici à ici" ou dans le village.

41. En principe, l'Eglise orthodoxe interdit le mariage entre parents jusqu'au 7ème ou 9ème "genou" (*koleno*) ou degré. Cette règle difficile à respecter en milieu rural, se trouve détournée par la pratique du changement du nom de famille ou du sobriquet à chaque 3ème génération par un ou plusieurs fils qui quittent la maison du père pour créer leurs propres lignages. Dans le cas des T ce mariage de troisièmes cousins se pratique, « à partir du moment où l'homme et la femme ne portent pas le même nom ».

42. Le point de vue de l'Eglise ne correspond pas, bien entendu, à la législation de la Yougoslavie socialiste.

43. Les enfants issus de ces mariages sont aujourd'hui eux-mêmes mariés à des Locaux. Même s'ils sont aussi appelés *Egejci*, ils ne portent pas, aux yeux de la population locale, les stigmates de leurs parents.

44. Ils sont « comme les Juifs en Occident » (*kako Evreite na Zapad*), me dit-on à Skopje, dans un milieu intellectuel, à propos des *deca-begalci*, revenus des Pays de l'Est les années 1950-1960. « Ils sont partout à des postes importants, parlent des langues et s'entraident beaucoup. » On s'aperçoit effectivement de l'importance du statut social dans la construction de l'Egéen comme Autre ou comme étranger.

INDEX

Index géographique : Grèce, Macédoine

Mots-clés : Guerre civile grecque, Réfugiés

AUTEUR

MILADINA MONOVA

Doctorante, EHESS Paris